

# L'EUROPE VUE DEPUIS LES YVELINES

*Dans la perspective du développement de l'emploi*

Dans le cadre de l'appel à propositions « Débats sur l'Europe » publié par la Représentation de la Commission européenne en France, la Maison de l'Europe des Yvelines (MdEY) propose un projet qui s'inscrit pleinement dans le cadre du « Plan D comme Démocratie, Dialogue et Débat ». Après la réponse négative au référendum français, la Maison de l'Europe des Yvelines a observé, elle aussi, un phénomène d'interrogation et de crainte de l'avenir de la part des citoyens qui, quelque soit leur vote, souhaitent en savoir plus sur l'UE et être plus associés à son avenir.

**L'objectif** du projet est d'organiser dans différentes villes des Yvelines des débats sur les thèmes qui préoccupent les Yvelinois. Trois grands thèmes ont été retenus :

**La politique sociale européenne**  
**L'environnement**  
**La recherche et le développement**

Le but de ces débats est d'informer le grand public sur les principaux aspects des institutions de l'UE et sur l'impact actuel qu'a l'Union européenne sur notre pays et notre département au quotidien. Pour chacun des trois thèmes nous voulions :

- Faire s'exprimer le grand public sur ce qu'il pense de la situation actuelle, ce qu'il souhaite que l'Union Européenne fasse et ne fasse pas ;
- Faire dialoguer le grand public avec des personnalités européennes et des personnalités politiques locales, régionales et nationales afin d'arriver à une meilleure compréhension mutuelle ;
- Impliquer des établissements scolaires dans chaque débat
- Cerner, à l'issue des débats les limites de ce que l'Europe peut et ne peut pas apporter
- Produire à la fin de chaque grand débat une proposition concrète, ayant le soutien d'une forte majorité des participants, à soumettre aux instances dirigeantes françaises et européennes. A cet effet un vote est organisé lors des débats.

**Organisation des débats** : chacun des trois débats est précédé de deux « rencontres-débats » de deux heures chacun. Leurs buts sont d'anticiper les attentes du « grand public » et ainsi de préparer le déroulement des grands colloques. Les *rencontres-débats* ont lieu généralement le samedi matin de 10h00 à 12h00.

Pour toucher, en dehors des débats organisés, un maximum d'Yvelinois, nous avons organisé un micro-trottoir réalisé par des lycéens sur le Mantois.

## I

### **EMPLOI - CONDITIONS DE TRAVAIL - SANTÉ - RETRAITE**

#### **EXISTE-T-IL UNE POLITIQUE SOCIALE POUR L'EUROPE ?**

La première « rencontre-débat » a été organisée à **Croissy-sur-Seine** le **30 septembre 2006**.

Les intervenants ont été des spécialistes des questions européennes :

- Ghislain Fournier vice-président du Conseil Général en charge des affaires sociales et ancien secrétaire général du Mouvement Européen France
- Isabelle Cariat, expert auprès de la Commission européenne dans le domaine social, membre de Team Europe
- Stefan Seiler, assistant au département Europe de l'ENA

#### **Plan de la rencontre-débat :**

- Caractéristiques de la politique sociale et de l'emploi par Isabelle Cariat
- Débat -1ere partie
- Présentation de deux réformes en cours en Allemagne par Stéfan Seiler
- Débat -2eme (et dernière) partie
- Suite donnée à cette rencontre-débat

**Des documents et un diaporama ont été proposés au public.**

**Un compte rendu détaillé est réalisé**

#### **Synthèse du débat :**

**Les préoccupations suivantes ont été exprimées lors de cette rencontre débat :**

- 1- Avons-nous les moyens de faire perdurer notre système social français ?**
- 2- La mobilité ne risque-t-elle pas de le remettre en cause ?**

#### **Proposition d'action :**

A défaut d'harmoniser les systèmes sociaux, l'UE doit identifier et promouvoir dans les pays les « bonnes pratiques » sociales.

Ceci demande de *définir des outils de mesure communs*.

#### **Souhait**

Avoir une information plus concrète sur les mesures sociales européennes.

## QUELLE POLITIQUE SOCIALE POUR L'EUROPE ?

*La seconde « rencontre-débat » a eu lieu le samedi 18 novembre 2006 aux Mureaux, salle du Conseil à la Mairie de 10 h à 12h.*

Les intervenants étaient des spécialistes des questions européennes :

- **Marie-Françoise Savigny**, Maire adjointe des Mureaux, en charge des Solidarités  
Mme Savigny présente les réalisations faites dans la ville des Mureaux financées par des Fonds européens. Extrait de son intervention :

"Le soutien de l'Union européenne a commencé dès 1996 dans le cadre du programme URBAN 1, avec une identification des freins à l'emploi.

Le programme URBAN 2 porte sur un montant de 12 M € apportés par l'Europe C'est un programme de développement touchant à l'Economie, à la Solidarité et à l'Environnement, aussi bien en investissement qu'en fonctionnement.

Quelle philosophie ? L'Europe n'est pas d'abord un tiroir caisse, mais plutôt celle qui vient participer à des grands projets".

- **Gérard Nafilyan**, Professeur de droit communautaire, conseiller auprès de la représentation de la Commission européenne en France,

Extrait de son intervention :

Il n'y a pas une « politique sociale » commune à l'ensemble de l'Union européenne ; seule la question de la mobilité des travailleurs au sein de l'Union a été prévue par le Traité de Rome.

A partir de 1985, J. Delors est intervenu pour la mise en place d'une certaine **cohésion** sociale. Cette cohésion demeure limitée : en matière sociale la règle des décisions demeure l'unanimité... et certains pays (notamment l'Angleterre) mettent leur veto lorsque des uniformisations sociales sont proposées. Sauf dans un domaine : la protection de la santé sur le lieu de travail, qui relève de votes à la majorité (Art. 118 et 119 du Traité de Maastricht), et qui a donc bien avancé.

On ne peut donc parler d'une politique sociale commune, mais seulement d'un **Espace social européen**.

Cette rencontre débat a eu lieu en présence de Monsieur François Garay, maire des Mureaux.

Extrait de son intervention :

### **Quelle place pour l'Europe dans le monde qui nous entoure ?**

L'Europe : l'Europe monétaire est en avance sur le reste de la construction de l'Europe. Et cette avance se poursuit : par exemple, la mise en place du RIB européen (code IBAN) va faciliter les paiements par virements dans toute l'Europe.

Les Etats-Unis Ils dominent avec leurs fonds de pension. Ils savent très bien faire s'ouvrir les autres pays,

L'Asie (Chine, Inde,...) Elle est très intéressée par nos savoir-faire technologiques, pour les copier et les capter. Pour les Chinois, 2008 sera l'année des Jeux Olympiques, mais aussi une année qui doit marquer, un peu. Les J O de 1936 ont été une vitrine pour l'Allemagne.

L'Afrique : ce sont surtout les pays de l'Europe du Sud qui sont motivés pour coopérer avec les pays d'Afrique. Il faudrait sensibiliser les pays d'Europe du Nord, si l'on ne veut pas laisser toute la place à la Chine.....

Des élèves du Lycée François Villon des Mureaux ont présenté le résultat d'une enquête effectuée à ce sujet auprès des élèves du lycée.

### **Propositions du public :**

- |   |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>utilisation de fonds européens : rendre plus visible leur affichage systématique sur les lieux des réalisations</b></li><li>- <b>programmes pour les zones sensibles : augmenter la part de ces programmes dans le budget de l'Union</b></li><li>- <b>protection de l'emploi dans l'Union : instaurer des domaines où sera imposée la préférence pour les biens ou services produits par des travailleurs de la communauté</b></li></ul> |
|---|

Le « grand débat », qui clôturait le volet social, a eu lieu le vendredi **24 novembre** à **Mantes** de 20h30 à 22h 30.

Les spécialistes étaient :

- Stéphane Buffetaut, Membre du Conseil Économique et Social Européen

Extrait de son intervention, suite aux questions posées :

- **Je travaille dans un autre pays de l'Union ; un membre de ma famille tombe malade**

Il est couvert par la Sécurité sociale du pays où il travaille. Un ressortissant de la Communauté a droit à bénéficier de la couverture sociale à partir du moment où il travaille.

La Charte des droits fondamentaux prévoyait une CMU pour tous les ressortissants

- **Gérard Nafilyan**, Professeur de droit communautaire, conseiller auprès de la représentation de la Commission européenne en France,

Extrait de son intervention :

Nous sommes dans une économie de marché ; c'est un fait, et notre rôle n'est pas de refuser ce fait.

On peut dégager quatre paramètres qui constituent la spécificité de **l'identité sociale de l'Europe** :

- l'économie est pour tous
- les travailleurs doivent se faire entendre dans le processus de décision
- chacun doit avoir la possibilité d'accéder aux services publics d'intérêt général
- dans un pays de l'Union, aucune nouvelle disposition communautaire ne peut venir réduire une protection qui est en place.

### **Michel Sevin maire-adjoint : LE PROGRAMME EUROPEEN URBAN 2**

Extrait de son intervention :

Entre 2001 et 2006, 13,078 Milliards d'€ ont été insufflés par l'Europe sur Mantes la Jolie.

Ces versements ont été assortis de financements complémentaires exigés par l'Europe, si bien qu'ils ont généré un total d'investissements de 40 milliards d'€. Ces 40 milliards ont permis de réaliser 40 actions qui ont été très bénéfiques pour Mantes.

Mantes fait partie des 9 sites qui ont été retenus pour corriger les différences (Mantes n'est pas Neuilly).

Un film a présenté le résultat d'une enquête effectuée par des élèves du Lycée Camille Claudel de Mantes la Ville auprès des élèves du lycée mais aussi auprès du grand public de Mantes la Jolie et Mantes la Ville.

Les deux villes bénéficient de la politique sociale de l'Europe par le moyen de Fonds Structurel européens. Elles sont donc des acteurs de cette politique sociale européenne.

Le débat s'est terminé sur un vote électronique pour pouvoir faire remonter trois propositions à la Commission Européenne.

### **Propositions du public :**

- **Instaurer 3 priorités d'investissements communautaires : RECHERCHE/INNOVATION ; ENVIRONNEMENT ; ENERGIE**
- **Mettre en place dans tous les pays de l'Union une CMU pour les ressortissants européens**
- **Encourager le maintien des seniors dans l'emploi ; retarder l'âge des départs à la retraite**
- **Accroître les domaines sociaux de compétence européenne, avec votes à majorité qualifiée**
- **Ne pas mentionner le pays d'origine dans les CV**

## II

DEFI DU CHANGEMENT CLIMATIQUE  
PROTECTION DE LA NATURE ET DE LA BIODIVERSITE  
ENVIRONNEMENT ET SANTE  
GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET TRAITEMENT DES DECHETS

### QUELLE POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT POUR L'EUROPE ?

*Pollution de l'air et changement climatique – pollution de l'eau – milieu marin – utilisation durable des ressources , prévention et recyclage des déchets – les pesticides – la qualité des sols – l'environnement urbain – les nuisances sonores – protection de la nature – risques naturels et technologiques – coopération internationale*

La première « rencontre-débat » a eu lieu le **10 février 2007 à Triel-sur-Seine**. Elle avait pour thème général **L'EAU – L'ENERGIE – LE RECHAUFFEMENT DE LA PLANETE**

Cette rencontre-débat a eu lieu en présence de Monsieur le Maire Jean-Pierre Houlemare

Les spécialistes étaient :

- Stéphane Buffetaut, ancien député européen, Maire adjoint de Versailles et membre du CESE (Comité Economique et Social Européen)
- Pierre Grison, consultant en développement auprès des communes
- Michael Boucher, groupe Veolia Environnement Eau

Les intervenants à ce débat ont souligné l'implication de l'UE dans les domaines de la pollution de l'eau et de l'air et les conséquences indéniables sur la biodiversité et le réchauffement de la planète. Une série de directives imposant des résultats selon des échéanciers a été mise en place au niveau européen mais chaque pays vote sa propre législation et propose son propre échéancier. De plus, le principe du « pollueur=payeur » est difficile à appliquer car l'enjeu économique est très important. Pourtant, chacun, qu'il soit industriel, commerçant ou simple citoyen est concerné.

Des mesures sont prises segment par segment, dans le respect des objectifs globaux. La pollution ne s'arrête pas aux frontières, d'où la nécessité de mettre en œuvre une stratégie européenne et mondiale (cf. Protocole de Kyoto).

Aujourd'hui, la question de l'environnement est au cœur des débats politiques et les citoyens sont de plus en plus conscients de l'évolution très rapide de cette situation. L'avenir des générations futures étant en jeu, le public présent au débat suggère :

#### Propositions du public :

- |   |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>Imposer sa prise de conscience et sa volonté d'informer et de former les individus sur le sujet</b></li><li>- <b>Mettre en place localement des actions visant à améliorer l'état des eaux fluviales et à réduire les gaz à effet de serre (dans le logement, les transports...)</b></li><li>- <b>Encourager au niveau national toutes les initiatives visant à développer les biotechnologies et les biens durables non polluants</b></li><li>- <b>Utiliser plus largement les médias pour ces différentes actions et promouvoir les spots publicitaires, visant à montrer les effets néfastes de la pollution.</b></li></ul> |
|---|

## RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET AGRICULTURE

*La seconde « rencontre-débat » a eu lieu le 10 mars 2007 à Andrésy en présence de Monsieur le Maire Hugues Ribault*

Un compte rendu détaillé a été rédigé  
Les intervenants étaient :

- Pierre Grison, consultant en développement auprès des communes

Extrait de son intervention sur le thème du « Réchauffement climatique » :

La France produit relativement peu de gaz carbonique du fait de son programme pour l'énergie nucléaire, alors que l'Allemagne, traditionnellement active sur les énergies fossiles, est un gros consommateur. Par ailleurs, le secteur des transports augmente également beaucoup ainsi que les besoins en énergie pour le résidentiel et le tertiaire (en dépit de normes techniques de plus en plus strictes).

Les scientifiques prévoient que si on ne fait rien, l'amplitude du réchauffement climatique se situera entre 5° et 8° sur la planète, ce qui rendra de nombreuses zones désertiques et impliquera éventuellement des phénomènes redoutables comme l'inversion du *golf stream*.

- Denis Fumery, Agriculteur, membre de la Chambre d'Agriculture IDF répond entre autre, à la question du public :  
*Pourquoi ne développe-t-on pas l'huile de tournesol ?*

Denis Fumery, agriculteur intervenant dans ce débat, explique qu'il en a cultivé jusqu'en 1992, date de la réforme de la PAC. La nouvelle Politique Agricole Commune s'est accompagnée d'une chute des prix à la production. Denis Fumery a donc arrêté cette culture et s'est tourné vers celle du colza.

La question des biocarburants est débattue depuis longtemps au Salon de l'Agriculture. Pierre Grison précise que l'Europe n'impose pas de limites à l'utilisation du diesel, mais du fait qu'aucune taxe n'est exigée sur les biocarburants, il se demande si les pays sont prêts à se passer des taxes. Le problème majeur est celui des taxes sur les carburants.

Actuellement, le diesel comporte 3% de biocarburant. D'ici 2009, selon une directive européenne ce pourcentage sera porté à 5%.

### Propositions du public :

- |   |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"><li>- Favoriser la recherche sur l'automobile</li><li>- Développer le chauffage renouvelable</li><li>- Mettre en place des poubelles pour papier dans les établissements scolaires</li><li>- Mettre en place dans les collectivités locales et plus largement dans les nouveaux logements les énergies renouvelables comme le solaire, les isolants de haute qualité environnementale à moindre coût.</li></ul> |
|---|

## NATURE FORET BIODIVERSITE

*Le « grand débat » a eu lieu le 27 avril 2007 au Lycée Agricole de Chambourcy*

**Intervenants** : Xavier JENNER Délégué Régional de la propriété forestière privée.  
Stéphane BUFFETAUT, ancien député européen, Maire adjoint de Versailles et membre du CESE (Comité Economique et Social Européen) :

**Xavier Jenner** explique à l'aide d'un diaporama les actions de l'office régional de la propriété forestière privée. Une analyse pointue est faite régulièrement pour tenir compte de l'évolution de la nature des végétaux sur le secteur. Celle-ci permet de recenser le taux de feuillus et de résineux, de comptabiliser les surfaces boisées et d'analyser le devenir de chaque type de bois (bois de construction, bois de chauffage, chasse..).

Xavier Jenner présente succinctement la réglementation en vigueur. Il existe un document d'orientation pour protéger la forêt. *Natura 2000*. Celui-ci a été mis en place en 1995 par la Commission européenne et se compose d'une directive Habitat et d'une directive Oiseaux. Ce programme européen impose des contraintes aux pays signataires visant à l'équilibre des régions en termes d'environnement.

En tant que deuxième intervenant du débat, **Stéphane Buffetaut** apporte des précisions sur le thème de la **biodiversité**.

Le changement climatique est connu mais l'Union européenne craint également la perte de la biodiversité tant pour la flore que pour la faune. Elle constate également un autre phénomène : l'invasion de nouvelles espèces qui tuent.

L'objectif de l'Union européenne est d'enrayer la baisse de la biodiversité d'ici 2010.

Force est de constater que le développement économique a entraîné le déclin des écosystèmes avec :

- un impact sur l'agriculture
- un impact sur le pétrole (provenant des bois fossiles)
- une régulation du cycle de l'eau
- une régulation du climat.

Au sein de l'Union européenne, on craint fortement :

- l'utilisation inconsidérée des sols (étendue des zones urbaines) et la menace que les terrains ne sont plus aussi perméables à l'eau
- l'épuisement des sols
- l'abandon de la culture des sols, d'où une dégradation

Après de très nombreuses questions du public les propositions suivantes ont émergé :

- **Sensibiliser sur les économies d'énergie en expliquant pourquoi, instruire les anciennes générations qui n'ont pas été formées aux économies d'énergie et imposer des limitations de chauffage pour les logements de manière automatique**
- **Imposer des taxes sur les voitures entrant dans les grandes agglomérations (de même réduire l'utilisation des 4x4 en ville)**
- **Valoriser et faire connaître la filière « biodiversité - écologie » dans les universités**
- **Améliorer la gestion de l'éclairage public**

### III

COOPERATION TRANSNATIONALE ENTRE ENTREPRISES, UNIVERSITES et INSTITUTS DE RECHERCHE?  
COMMENT FAIRE EMERGER DES IDEES ?  
COMMENT FORMER ET ATTIRER LES MEILLEURS CHERCHEURS ?  
INFRASTRUCTURES, POLES DE RECHERCHE ?

## QUELLE POLITIQUE DE LA RECHERCHE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE POUR L'EUROPE ?

*Santé - alimentation, agriculture et biotechnologie - technologies de l'information et de la communication - nanosciences, nanotechnologies, matériaux et nouvelles technologies de production - énergie-environnement (changements climatiques inclus) - transports (aéronautique incluse) - sciences socio-économiques et humaines - sécurité et espace-énergie de fusion – fission nucléaire et radioprotection*

### *L'Europe et la recherche dans les domaines de l'automobile et de l'aéronautique*

Cette première « rencontre-débat » prévue le **9 mai 2007 à Saint Germain en Laye au Lycée International**, date et lieu choisis spécifiquement pour fêter l'Europe avec les jeunes de tous les pays européens, n'a pas pu se dérouler. Elle est reportée au mois de septembre et sera organisée avec le concours de la Ville de St Germain en Laye.

La seconde « rencontre-débat » a eu lieu le **23 mai 2007 à Chatou (salle de l'Eau Vive) et avait pour thème :**

### *L'Europe de la recherche dans le domaine de la santé*

**Les intervenants étaient :**

- **Claude Fermon**, chercheur au CEA (Commissariat à l'Energie Atomique)
- **Denis Decloquement**, directeur des relations du groupe France Telecom avec les collectivités locales Ile de France,

Les intervenants présents lors du débat ont eu l'opportunité d'apporter leur éclairage en la matière et pourront répondre aux questions du public.

Les propositions suivantes ont émergé :

- **Lier la recherche aux exigences de l'évolution démographique en matière de santé**
- **Viser à une harmonisation des taux d'équipements hospitaliers dans les différents pays**
- **Augmenter le budget lié à la recherche sur les maladies dégénérantes**

Un compte rendu détaillé sera rédigé.



# L'EUROPE, LA RECHERCHE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

*Le débat a eu lieu le 31 mai 2007 à Versailles dans les Salons de l'Hôtel de Ville.*

La manifestation se déroulera comme suit :

- 16h30 : débat
- 19h00 : Cocktail européen,
- 20h30 : Concert.

Les Technologies de l'Information et de la Communication sont présentes dans de multiples domaines de la vie quotidienne, de l'industrie et des services et transforment notre société : téléphone mobile, GPS et bientôt GALILEO qui devrait être utilisable en 2010 et pleinement en 2012.

- **Laurence de Richemont**, chef de la Représentation adjoint de la Commission Européenne à Paris
- **Stéphane Buffetaut**, membre du Conseil Economique et Social Européen présentera les avancées du projet européen GALILEO
- **Marie-Noëlle SICARD**, professeur de sciences, d'information et de communication – Université de Saint Quentin en Yvelines
- **Denis Decloquement**, directeur des relations France Telecom avec les collectivités locales Ile de France, présentera les technologies liées au réseau haut débit
- **Dominique Begis**, directeur-adjoint à l'INRIA (Institut National de Recherche en Informatique et en Automatique)

## **Globalement :**

Pour l'ensemble des débats animés par un journaliste, les intervenants ont apporté leur éclairage en la matière et répondu aux questions du public. A l'issue du débat, des propositions ont été formulées par le public et seront reprises dans le rapport final pour être transmises aux Institutions Européennes selon les objectifs du projet déposé.

Un ou plusieurs établissements scolaires des villes où se sont déroulés les débats, ont été sollicités pour préparer et participer aux manifestations. Des travaux et des discussions très intéressants ont eu lieu dans les classes. Ils ont donné lieu à un prolongement pédagogique (articles de presse, exposés, mémoire pour examen....)

Le public était très diversifié tant au niveau de l'âge que des catégories socio-professionnelles que des actifs ou retraités. De nombreux contacts se sont noués entre les participants et de nouveaux projets sont en cours d'élaboration, c'est ce que l'on peut appeler "l'essaimage".

Une synthèse plus précise sera faite après le dernier débat mais d'ores et déjà même si le public n'a pas toujours été en quantité souhaitée, la qualité de la réflexion est très encourageante.